

Alors que le Venezuela s'enfonce dans la crise, l'héritage du chavisme ne semble plus à même d'assurer à Nicolas Maduro une stabilité politique. Confronté à l'appauvrissement des classes populaires, à la pénurie de biens et à l'offensive de la droite, la situation nécessite de tirer un bilan sans complaisance de l'actuel gouvernement vénézuélien. C'est ce que à quoi procède le chercheur et militant Mike Gonzalez dans un article publié initialement, en anglais, par [Jacobin](#).

La presse mondiale, qui d'un coup prend conscience de l'approfondissement de la crise au Venezuela, savoure les malheurs de la Révolution bolivarienne. Mais son traitement de la question va rarement au-delà des images des personnes pauvres cherchant de quoi manger. Les photos montrent le sérieux de la situation, mais elles ne montrent pas sa complexité.

La crise est économique et politique, et aujourd'hui elle n'est pas loin de provoquer une confrontation sociale. Sont en jeu non seulement le futur économique du Venezuela, mais aussi le futur des mouvements de masse du pays.

La forme la plus visible de la crise est la rareté de produits de consommation de base et des médicaments, laquelle empire au fur et à mesure qu'on s'éloigne de Caracas. Des Vénézuéliens espérant acheter des produits comme du café ou du papier toilette et des couches commencent à faire la queue très tôt chaque matin. Mais les rayons des supermarchés sont virtuellement vides, et les médicaments essentiels ne sont pas disponibles.

Le gouvernement publie régulièrement des prix officiels pour des produits de base, mais cela n'est que de la propagande. De manière occasionnelle, les dits produits sont vendus aux prix annoncés. Mais comme tout le reste, ils vont ensuite rentrer dans le marché noir, appelé « bachaqueo », où ils sont revendus à 100 fois leur prix officiel.

Le gouvernement prend occasionnellement des mesures contre l'économie parallèle, mais il ne s'agit que de gestes symboliques.

Aujourd'hui cohabitent au Venezuela deux économies. Dans l'économie officielle, basée sur le bolivar, le panier de denrées de consommation de base et de services coûte dix fois le salaire minimum d'un travailleur. Et le seul espace économique où les Vénézuéliens peuvent multiplier la valeur de leurs salaires est le marché noir, auquel contribuent la moitié des travailleurs du pays.

Les prix n'arrêtent pas d'augmenter. Le taux officiel d'inflation de l'année dernière était de 250 %, mais en réalité il était beaucoup plus haut. Des projections prévoient un taux de 700 % à la fin de l'année 2016.

Bien sûr, certains secteurs de la population sont protégés des effets les plus graves de ce désastre économique. Les militaires et les employés du gouvernement ont des salaires plus importants, en plus d'avoir accès à des supermarchés spéciaux mieux fournis. Et jusqu'à il y a peu, l'État arrivait à donner une protection aux barrios populaires – le soutien traditionnel du Chavisme – mais cela peine à arriver aujourd'hui.

En parallèle à l'économie officielle dans laquelle les Vénézuéliens ont du mal à survivre, on retrouve l'économie en dollars. Ceux qui ont accès aux devises étrangères remplissent les très chers restaurants de Caracas et conduisent de manière ostentatoire leurs énormes

quatre-quatre dans les villes. Pour eux, la crise est une question de loi et d'ordre, et non pas une question de survie.

La crise ainsi que l'augmentation des inégalités économiques ne sont pas seulement le résultat des processus économiques mondiaux – spécialement de la baisse des prix du pétrole – mais aussi le fruit des années de corruption qui a commencé durant la présidence Chavez.

Jeux de pouvoir

En 2006, et après avoir gagné les élections présidentielles avec 63 % des intentions de vote, Chavez annonce la création du Parti Socialiste Uni du Venezuela (PSUV), lequel aura comme rôle de conduire la transformation du Venezuela à travers la mise en place de nouveaux programmes sociaux, la diversification économique et la démocratie populaire. Sa promesse convainc six millions de personnes qui rejoignent le parti en à peine quelques semaines.

Mais le PSUV est devenu presque instantanément un instrument de contrôle par le haut – l'expression politique d'un État centralisé – plutôt que l'expression d'une démocratie des masses. Il en résulte que la corruption que Chavez avait promis d'éliminer s'est largement développée.

Beaucoup a été écrit sur la corruption, mais l'avarice individuelle et les opportunités de profit issues de la pénurie ne sont que des explications partielles à la situation. Il existe aussi un manque de contrôle populaire sur les affaires du gouvernement. La conception de Chavez du « socialisme du vingt-et-unième siècle », un processus mené à partir de la base afin de contrôler les dirigeants et les rappeler à leurs engagements, aurait pu gagner la bataille à la corruption.

Mais un tel niveau de contrôle populaire ne s'est jamais véritablement développé, ce qui a permis à la corruption de se répandre. Ceci est le problème central qui a poussé le Venezuela au bord de l'effondrement.

Pendant une décennie, les prix élevés du pétrole ont permis d'investir pour les programmes sociaux qui se trouvaient au cœur du projet politique de Chavez mais ils ont aussi entretenu la corruption qui constitue une menace pour projet politique. Des projets d'infrastructure majeurs – le système de trains, les autoroutes, les nouveaux sites industriels de traitement d'aluminium et de fer – sont toujours à moitié finis, en attendant des matières premières pour leur construction.

Les efforts pour diversifier l'économie, comme la raffinerie de sucre de Barinas, n'ont pas atteint leurs objectifs ou n'ont jamais été mis en place, et la plupart des investissements de l'État ont disparu. Les programmes sociaux, comme le nouveau système d'accès à la santé Barrio Adentro, ont commencé à se dégrader.

La bureaucratie chaviste à tous les niveaux s'est impliquée dans la spéculation sur les devises. À partir de la construction d'une déconcertante succession d'agences aux noms douteux, les personnes ayant fait des demandes de devises se sont vues octroyer des dollars à des taux particulièrement bas, et cela supposément pour importer de la nourriture et des médicaments.

La plupart des biens ne sont jamais arrivés, ou sont rentrés tout de suite sur le marché noir à des prix très gonflés. Il était possible d'acheter un dollar à dix bolivars et de le revendre (ou revendre des biens de la même valeur) à cent bolivars. En octobre 2015, un groupe de figures chavistes dissidentes ont écrit une lettre ouverte en dénonçant l'extension incontrôlée de la corruption aux échelles les plus hautes de l'État. Ils ont calculé qu'un minimum de 460 billions de dollars en revenus pétroliers avait « disparu » durant les années du boom.

Peu importe la quantité exacte, pour les Vénézuéliens, il était clair que la participation des figures du gouvernement PSUV au blanchiment d'argent et au départ des capitaux s'est produit sur une grande échelle.

Le dernier mois de décembre les élections parlementaires ont révélé le niveau d'insatisfaction des citoyens vénézuéliens vis-à-vis du parti. Hugo Chavez recueillait normalement autour du 60 % du vote populaire ; son successeur Nicolas Maduro a gagné la présidence avec à peine plus de 50 % en 2013. Et une coalition des partis de droite (La table de l'unité - MUD) a obtenu la majorité parlementaire avec deux tiers des sièges à l'Assemblée nationale.

Ce résultat ne montre pas un déplacement populaire à droite, mais plutôt la dramatique perte de soutien populaire du PSUV. La droite a gagné relativement peu des voix (autour de 300 000), mais le chavisme en a perdu autour de deux millions, ce qui s'est traduit par des votes nuls ou l'abstention. Ceci était un signal d'alerte clair pour les héritiers d'Hugo Chavez qu'ils ont décidé d'ignorer.

Aujourd'hui le PSUV a autour d'un million de membres, dont la plupart sont des employés ou fonctionnaires de l'État, ainsi que des leaders politiques locaux. Autrement dit, le PSUV s'est transformé en un instrument pour le maintien du pouvoir politique et pour machine de distribution d'argent et d'influence. La critique interne est tout de suite mise de côté et les exclusions sont fréquentes.

La création du PSUV a ironiquement ouvert la voie à une nouvelle bureaucratie qui a abandonné la démocratie.

Actuellement, et surtout sous la présidence de Maduro, le pouvoir est administré par des relations clientélares et par la corruption. La nouvelle classe au pouvoir a dépensé l'essentiel de la rente pétrolière des dix dernières années. Maintenant les prix du pétrole se sont effondrés, les coffres de l'État sont vides et l'État n'a plus rien à offrir.

L'impasse

Ce qui est le plus remarquable dans la crise en cours est que ni le gouvernement ni la droite n'ont de solutions pour l'affronter.

Depuis les élections, la droite a présenté des programmes pour privatiser les entreprises publiques, pour déroger aux programmes sociaux du PSUV (comme Mauricio Macri le fait en Argentine par exemple, et comme Temer prétend faire au Brésil) et échafaude des plans pour démettre Maduro et ainsi être en capacité de mettre en œuvre ses orientations programmatiques.

Jusqu'à présent les partis de droite se sont concentrés sur la mise en place d'un

référendum révocatoire contre Maduro, sans mettre en avant aucun programme économique cohérent. Ils paraissent avoir la volonté de laisser la situation se dégrader au point de devenir insupportable – bien sûr pas jusqu'au point de toucher les parties de la population qu'ils représentent.

En revanche, l'État chaviste sous Maduro a annoncé une série de mesures qui risquent de ne pas stopper la crise, en étant plus proches d'une mauvaise imitation de la plateforme des programmes originaux de la politique de Chavez.

De nouveaux programmes avec des nouveaux ministres et des nouvelles vice-présidences sont censés créer une « économie productive » indépendante de l'économie pétrolière. On parle même de créer une nouvelle industrie touristique. Mais sans les revenus du pétrole, l'État est virtuellement en faillite (alors qu'il paye toujours ses dettes étrangères), et l'économie productive s'est effondrée depuis longtemps.

Maduro fait appel au Vénézuéliens en leur demandant de produire leurs propres légumes, mais ne propose rien pour soutenir le système agricole en déclin. Il n'y a pas de vrais échanges ou de contrôle des prix, pas d'expropriations, aucune tentative de reprendre le contrôle de l'économie.

Augmenter la répression paraît être la seule chose que le gouvernement arrive à faire. Des gardes de la Garde nationale surveillent les supermarchés, mais ils sont là pour contrôler les victimes de la crise et non pas pour punir ses auteurs (et assez régulièrement ils participent aussi à la corruption).

La déclaration récente de la part de Maduro d'un état d'exception constitue un aveu de son incapacité à répondre de manière efficace à la crise. Mais il existe d'autres motifs plus cyniques. L'état d'urgence suspend effectivement des garanties constitutionnelles, parmi lesquelles le droit de soumettre les élus au référendum. En conjurant la tentative de la droite pour le faire perdre son investiture, Maduro trahit une des prérogatives centrales du manifeste politique de Chavez.

Les défenseurs du chavisme, notamment ceux qui sont à l'étranger, soutiennent qu'aujourd'hui on ne laisse personne mourir de faim au Venezuela. Mais suggérer que le fait de ne pas mourir de faim constitue une grande avancée sociale dans un pays révolutionnaire assis sur une économie pétrolière riche est extrêmement cynique. Qu'il soit ou non possible de mourir de faim, le fait est que la pauvreté qui s'était fortement réduite sous Chavez est à nouveau en augmentation.

Le gouvernement prétend qu'il est en proie à une « guerre économique » et qu'il doit se mobiliser face à une invasion étrangère imminente. Maduro établit des parallèles avec le Chili, où la droite a fait de l'accaparement des marchandises une part de sa stratégie pour faire tomber le gouvernement de Salvador Allende entre 1971 et 1973.

Il n'y a pas de doute sur le fait de que les capitalistes vénézuéliens accumulent des biens, lesquels disparaissent et réapparaissent sans explication et toujours à des prix plus élevés. Il est également vrai que le capital retiré du Venezuela revient seulement pour nourrir la spéculation, jamais pour contribuer nécessaires investissements qui permettraient d'assurer une production de biens au Venezuela.

Mais les deux côtés du champ politique ont profité de cette situation. Et tandis que les politiciens dénoncent leurs adversaires, il devient de plus en plus difficile de les

différencier. Par exemple, actuellement l'un des vice-présidents pour l'économie de Maduro, Perez Abad, est un homme d'affaires et un défenseur de l'économie de marché.

La plus récente décision du gouvernement de Maduro est la trahison ultime vis-à-vis des promesses de la révolution bolivarienne. À la mi-mai il a signé 150 concessions à des entreprises pétrolières et minières étrangères dont le nom n'est pas encore connu leur permettant l'exploitation de la richesse minérale de la région amazonienne du Venezuela, «l'Arco Minero » (l'Arche minière).

Les opérations d'exploitation minière risquent de conduire dans tout le bassin amazonien à la contamination de l'eau, à l'expulsion des peuples autochtones et à la destruction systématique et permanente de l'environnement.

Pour ces raisons, Chavez lui-même avait rejeté le développement de cette région, où l'exploitation minière avait été limitée à l'exploitation artisanale à petite échelle. La décision de Maduro est une catastrophe écologique et un désastre pour les peuples autochtones dont les droits et les territoires sont spécifiquement protégés par la Constitution bolivarienne.

Les sociétés minières représentent aujourd'hui 14 % de l'économie mondiale. Maintenant, elles sont invitées à revenir dans un pays qui s'était battu pour en les expulser il y a dix ans.

La révolution reste dans les cœurs et les esprits de centaines de milliers de personnes pour qui le chavisme a représenté un engagement en profondeur pour le changement et la justice sociale, la redistribution des richesses et la résistance aux prédatons de la mondialisation néolibérale. Ce fut l'espoir que Chávez a offert et la promesse que Maduro a trahie.

Qui peut sauver le Venezuela ?

Alors, pourquoi le peuple ne se soulève pas contre une crise économique qui affecte si brutalement les classes populaires et les classes moyennes inférieures ? Quand dans le passé le Venezuela a fait face à des diktats similaires de l'économie mondiale et de ses institutions, des manifestations de masse ont éclaté, comme lors du Caracazo en 1989.

La paix relative existe non pas parce que les masses ne sont pas conscientes de l'ampleur de la corruption, de la mauvaise et dévastatrice gestion de l'économie ou de la militarisation croissante de la société. L'équilibre catastrophique tient toujours – bien qu'il soit impossible de dire pour combien de temps – en raison de la loyauté résiduelle des gens ordinaires vis-à-vis de l'idée et l'héritage de la Révolution bolivarienne.

Il n'y a pas de confusion sur ce que la droite veut et ce qu'elle représente – un retour au pire de l'ancien système. Mais le PSUV et l'Etat chaviste ont effectivement désarmé et démobilisé la force qui a repoussé la tentative de coup d'Etat contre Chávez en 2002 et la grève des patrons qui a suivi – c'est-à-dire le mouvement populaire lui-même.

En 2002, le peuple a été l'acteur de sa propre histoire, mais aujourd'hui ce rôle a été usurpé par une classe bureaucratique, cynique et corrompue, maintenant liée à des éléments de l'armée et qui utilise sa position pour son propre bénéfice, au détriment de la révolution vénézuélienne.

L'avenir commencera lorsque le mouvement populaire, qui s'est si vite formé dans le passé, occupera à nouveau le devant de la scène historique, quand il se penchera sur les leçons de ces années, positives et négatives, pour aider à donner forme à la lutte constante contre le capitalisme.

Traduit par Yoletty Bracho.

Nos contenus sont placés sous la licence Creative Commons (CC BY-NC-ND 3.0 FR). Toute parution peut être librement reprise et partagée à des fins non commerciales, à la condition de ne pas la modifier et de mentionner auteur·e(s) et URL d'origine activée.